

“Dans le genre de politique économique que nous considérons, le besoin des taxes tel que nous le comprenons, aura disparu en grande partie. Il sera néanmoins essentiel, au cours de la période de transition, d'employer la taxe en même temps que les méthodes nouvelles, comme moyen d'arriver à la socialisation de l'industrie et pour étendre les avantages des développements dans les services sociaux.

“A l'heure actuelle, les gouvernements capitalistes au Canada tirent une large partie de leurs revenus, de taxes comme les droits douaniers, les taxes de vente, dont le fardeau retombe presque intégralement sur les masses. Au lieu de ces sortes de taxes sur les articles de consommation générale, nous proposons une augmentation radicale des taxes sur le revenu, les corporations et les successions, qui augmenteront avec la capacité de payer. Une large publicité sera donnée aux paiements des taxes sur le revenu et notre système de perception des taxes sera amélioré autant que le système anglais.

“Nous croyons à la nécessité d'une révision immédiate des sources de revenus du gouvernement fédéral et des provinces, de façon à ordonner un système de taxation équitable par tout le Canada.”

Le manifeste dit que le présent système économique est dirigé de façon à accroître sans cesse les dettes. “La C. C. F. défendra à l'avenir toute finance publique qui permettra le maintien de la classe parasitaire de ceux qui vivent à même les intérêts. Le capital nécessaire au gouvernement sera fourni par l'intermédiaire d'un bureau national de placement et sera libre de toute charge d'intérêt perpétuelle.

“On comprend que, même après l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement C. C. F., il s'écoulera un certain temps avant que le nouveau système économique soit appliqué en entier.

“Pendant cette période de transition, nous nous proposons de donner du travail aux chômeurs et d'augmenter leur pouvoir d'achat par un vaste programme de dépenses publiques sur les logements, la disparition des taudis, les hôpitaux, bibliothèques, les écoles, salles publiques, parcs, terrains de jeux, reforestation, électrification rurale, suppression des passages à niveau et autres projets similaires qui seraient exécutés tant à la ville qu'à la campagne.

“Ce programme qui serait financé par le crédit fourni par la richesse nationale, servirait un double but: donner de l'ouvrage et satisfaire aux besoins sociaux. Toute initiative que le gouvernement prendra, en vertu de ce programme, qui soit de nature à aider les entreprises privées, devra comprendre la garantie de salaires élevés et d'heures de travail raisonnables, et devra aider à l'avancement éventuel du “Commonwealth coopératif”.